



Déclaration liminaire CGT DiSI Nord

au CSA FS du 20 mai 2025

Monsieur le Président,

La CGT Finances Publiques réaffirme son engagement pour la paix par l'arrêt des conflits avec des cessez-le feu immédiats, la fin des violations du droit international, tout particulièrement en Palestine où un génocide est en cours.

Face aux crises multiples et croissantes du capitalisme, nous assistons à la montée des réponses autoritaires et antidémocratiques. En France, un gouvernement illégitime nous entraîne dans une économie de guerre, avec 413 milliards de loi de programmation militaire, qui impliquera la poursuite de la destruction de notre modèle social.

Nos services publics, et tout particulièrement ceux des finances publiques, sont sans cesse fragilisés par des coupes budgétaires, dont les 40 milliards d'économies supplémentaires exigés par le gouvernement, qui ont pour conséquence le maintien du gel du point d'indice, la réduction continue d'effectifs et de structures nécessaires à nos missions et aboutissent à un recul de l'intérêt général tandis que sont maintenus les cadeaux fiscaux et sociaux aux plus riches. Nous n'acceptons pas cette nouvelle saignée.

Nos conditions de travail se dégradent significativement, avec une situation telle que l'a connue « France Télécom ». Cette année 2025 compte déjà une dizaine de suicides et de tentatives de suicides d'agents de la DGFIP. La souffrance au travail est bien réelle !

Les restructurations incessantes et une nouvelle revue des missions menacent tous les services et tous les métiers de la DGFIP.

Comme le nouveau régime de responsabilité des gestionnaires publics qui exclut la protection fonctionnelle, tous les agents sont concernés.

Ces coupes budgétaires entravent aussi toute avancée en matière d'égalité femme-homme et une réelle prise en compte des travailleurs en situation de handicap.

Pour toutes ces raisons, il est donc urgent de s'organiser et agir avec la CGT.

La CGT Finances Publiques revendique :

- l'arrêt des suppressions d'emploi et des recrutements statutaires immédiats à hauteur des besoins,
- un maillage territorial de proximité de pleine compétence,
- une revalorisation immédiate de 10 % des rémunérations et des pensions, la compensation de la perte de pouvoir d'achat et le retour de la GIPA,
- la rémunération complète, sans jour de carence, des congés de maladie ordinaire,
- l'abandon des affectations au choix et au fil de l'eau.

C'est pour gagner ces revendications et pour l'abrogation de la réforme des retraites que la CGT Finances Publiques appelle l'ensemble des agents, fonctionnaires et contractuels, à la grève nationale interprofessionnelle le 5 juin.